

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 21/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAFARGE GRANULATS

RD 612

34750 Villeneuve-Lès-Maguelone

Références : 2026-04-173
Code AIOT : 0006600800

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2026 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS implanté Lacau 30210 Valliguières. L'inspection a été annoncée le 13/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS
- Lacau 30210 Valliguières
- Code AIOT : 0006600800
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière exploitée par la société Lafarge est autorisée par arrêté préfectoral du 6 février 2017 pour une durée de 30 ans. Cette carrière permet l'exploitation d'un gisement de calcaire, destiné à la fabrication de granulats pour différents usages en bâtiment ou travaux publics.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Mesures prises pour prévenir la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 01/03/2017, article 3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
12	Emissions et envols de poussières	Arrêté Préfectoral du 06/02/2017, article 4.3	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Registres et plans de carrières à ciel ouvert	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	Sans objet
2	Schéma prévisionnel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 05/11/2024, article 9.2.1	Sans objet
3	Déboisement	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 9	Sans objet
4	Technique de décapage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 10.1	Sans objet
5	Eloignement du voisinage	Arrêté Préfectoral du 01/03/2017, article 1.9.1.1	Sans objet
6	Repère de nivellement et de bornage	Arrêté Préfectoral du 01/03/2017, article 1.9.1.3	Sans objet
7	Signalisation, accès, zones dangereuses	Arrêté Préfectoral du 01/03/2017, article 1.9.1.2	Sans objet
9	Eaux superficielles	Arrêté Préfectoral du 01/03/2017, article 3.4.1	Sans objet
10	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 01/03/2017, article 3.4.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
11	Phasage de réhabilitation du site	Arrêté Préfectoral du 01/03/2017, article 7.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée sur la carrière exploitée par la société Lafarge à Valliguières portait principalement sur le respect du plan de phasage d'exploitation et de remise en état et sur la protection de la ressource en eau.

L'inspection a permis de constater qu'un léger décalage dans le phasage d'exploitation et de remise en état existe. Cependant, il apparaît opportun de requestionner la nécessité d'actualisation des plans de phasage plutôt en fin de seconde phase quinquennale (2027) en fonction de l'avancée de l'exploitation et du réaménagement.

Concernant les prescriptions relatives à la protection de la ressource en eau, l'inspection a pu constater que l'exploitant respecte, dans sa globalité, les dispositions qui lui sont applicables ; certains éléments justificatifs restent à produire dans les délais fixés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registres et plans de carrières à ciel ouvert

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Situation administrative, Phasage d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie.</p> <p>Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; - les bords de la fouille ; - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; - les zones remises en état ; - la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un plan d'exploitation du site réalisé le 7 janvier 2026. Ce plan fait apparaître les zones en cours d'exploitation et les niveaux topographiques liés, la verse à stériles</p>

et la zone de stockage des terres de découvertes, le périmètre autorisé et la bande de recul de 10 mètres ainsi que la bande de 50 mètres autour du périmètre autorisé.

Ce plan mentionne également la localisation du réseau de mesure des niveaux sonores, des retombées de poussières par jauge et des deux piézomètres permettant la surveillance des eaux souterraines.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Schéma prévisionnel d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/11/2024, article 9.2.1

Thème(s) : Situation administrative, Phasage d'exploitation

Prescription contrôlée :

La carrière est exploitée et remise en état conformément aux plans et données techniques présentés dans le dossier de demande.

Le schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état est annexé au présent arrêté.

Constats :

L'arrêté d'autorisation environnementale date de 2017. L'exploitation est donc actuellement à T+9, soit à la fin de la seconde phase quinquennale.

Le schéma prévisionnel pour cette phase 2 prescrit par l'arrêté préfectoral prévoit que l'exploitation se concentre sur la zone Est de la carrière actuelle (avant ouverture de la zone à l'Est du périmètre autorisé), avec une côte minimale à 136.5 mNGF et avec la verse à stérile réaménagée.

Lors de la visite d'inspection, il est constaté que :

- l'exploitation actuelle se concentre sur la partie Ouest de la carrière actuelle avec une côte de fond de fouille d'environ 135 mNGF. L'exploitant a indiqué que l'exploitation de cette zone nécessite encore 2 ou 3 tirs puis cette zone fera l'objet d'apport de stériles d'exploitation et l'extraction sera redirigée vers le carreau principal à l'Est de la carrière actuelle comme fixé par l'arrêté préfectoral,
- la verse à stériles est finie d'être constituée mais le réaménagement n'a pas encore été réalisé (modelage nécessaire et recouvrement par la terre végétale).

L'exploitant a indiqué que la verse à stériles serait réaménagée d'ici la fin de la phase 2.

L'inspection constate donc un léger décalage d'exploitation par rapport aux phases quinquennales prévues par l'arrêté d'autorisation. Ce décalage peut cependant limité d'ici la fin de la phase 2.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant en fin de phase 2 (2027) de comparer son phasage d'exploitation réel à celui prévu dans l'arrêté d'autorisation environnementale et de déposer, si nécessaire, un porter à connaissance auprès du préfet du Gard pour actualiser les plans de phasage en cas de décalage important.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Déboisement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 9
Thème(s) : Situation administrative, Déboisement
Prescription contrôlée : Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage éventuels des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation.
Constats : Lors de la visite d'inspection il a pu être constaté que le défrichage et le déboisement sont réalisés conformément aux schémas prévisionnels d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Technique de décapage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 10.1
Thème(s) : Situation administrative, Technique de décapage
Prescription contrôlée : 10.1. Technique de décapage : Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation. Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.
Constats : Le décapage des terrains est réalisé suivant l'avancement de l'exploitation. Les stériles d'exploitation et les terres de découvertes sont stockées séparément.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Eloignement du voisinage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2017, article 1.9.1.1
Thème(s) : Situation administrative, Bande des 10 mètres
Prescription contrôlée : Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.
Constats :

Lors de la visite d'inspection, il a pu être constaté que les bords de l'exploitation sont maintenus à une distance minimale de 10 mètres des limites de l'autorisation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Repère de nivellement et de bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2017, article 1.9.1.3

Thème(s) : Situation administrative, Bornage du site

Prescription contrôlée :

Préalablement à la mise en exploitation de la carrière à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer :

- 1} des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,
- 2} le cas échéant des bornes de nivellement

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

Constats :

L'exploitant a présenté un plan de bornage suite à un relevé réalisé le 22 janvier 2023. Sur site, il a pu être constaté, par sondage, la présence de bornes conformément au plan de bornage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Signalisation, accès, zones dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2017, article 1.9.1.2

Thème(s) : Risques accidentels, Signalisation du site et limitation d'accès

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place à l'entrée de la carrière un panneau en matière résistante indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Le ou les accès à la voie publique sont aménagés conformément aux dispositions prévues dans le dossier d'autorisation de telle sorte qu'ils ne créent pas de risque pour la sécurité publique. Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé.

En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit au moyen d'une clôture de hauteur suffisante efficace ou d'un merlon.

Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords de la carrière, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, il a pu être constaté, par sondage, la présence de clôtures et de panneaux signalisant la présence de la carrière en périphérie du site. L'accès au site via les DFCI existantes est également limité par des barrières ou des merlons bloquant l'accès aux

installations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Mesures prises pour prévenir la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2017, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation sera tenue hors d'eau. Le niveau de base d'exploitation, fixé à 125 m NGF, se tiendra à 2 m minimum du Niveau des Plus Hautes Eaux (NPHE) souterraines déterminé à 123 m NGF (au niveau du piézomètre FD2). La zone de traitement, de stockage et la station de transit se situeront suivant à un niveau variant suivant les phases entre 125 et 148 NGF. Afin de limiter l'impact de: l'exploitation sur la qualité des eaux souterraines, les mesures de protection suivantes sont mises en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - points bas de décantation et d'infiltration avec fines en fond jouant le rôle de filtre, - renforcement des aménagements pour les eaux superficielles (surcreusement carreau, conservation rehausse rocheuse en phase 2 et 3, réalisation d'un fossé en pied de remblai extérieur et ensemencement), - traitement des eaux sanitaires par un système conforme, - ravitaillement en carburant des engins, entretien courant et stationnement sur une aire étanche de la base de vie de 350 m° entourée d'un caniveau et reliée à un séparateur à hydrocarbures correctement dimensionné, - procédure pour le ravitaillement de la pelle et unités mobiles sur la zone d'extraction par camion-citerne : ravitaillement au bord-à-bord par camion-citerne, à l'aide d'une pompe de distribution à arrêt automatique sur un bac de rétention étanche, - stockage des carburants dans une cuve à double paroi dans local fermé, - huiles, produits d'entretien, déchets souillés stockés sur rétention dans l'atelier, - vérification et entretien régulier du matériel et des engins, - gros entretien des engins réalisé à l'extérieur du site, - forage conforme à la réglementation dans un local, - en cas de découverte de fissure non colmatée : balisage et colmatage, - en cas d'accident : moyens d'intervention (feuilles absorbantes, kits anti-pollution), personnel formé, - suivi de la qualité des eaux (piézomètre et sortie séparateur hydrocarbures) + rejet dans le ruisseau La Vailguière. <p>Les mesures de protections mentionnées ci-dessus, permettent, pour chacun des bassins versants de la carrière, la décantation et l'infiltration des eaux pluviales. Concernant les eaux de ruissellement du bassin versant "BV chemin", celles-ci sont dirigées vers un bassin de décantation à l'entrée du site (Ouest de la Carrière) d'une capacité minimale de stockage de 570 m3. Ce bassin de décantation présente un volume suffisant pour gérer l'ensemble des eaux de ruissellement du "BV chemin" en cas de pluie d'intensité décennale de 1h (même ordre de grandeur).</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a pu être constaté que la côte de fond de fouille est à 135 mNGF. Les installations mobiles de traitement sont actuellement sur le carreau principal soit à à environ 147 mNGF.</p> <p>Les eaux pluviales sont collectées au niveau de deux bassins : un bassin situé en face de l'atelier et</p>

des bureaux, qui permet de collecter les eaux pluviales de la zone d'exploitation pour infiltration, et un bassin à l'entrée de site qui collecte les eaux pluviales en provenance du chemin d'accès à la carrière et du pont bascule.

Ce second bassin n'a pas fait l'objet de relevé topographique permettant de connaître ses dimensions et de vérifier qu'il dispose d'un volume d'à minima 570 m3 comme prescrit par l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

L'inspection a également permis de constater :

- la présence d'une aire étanche pour le stationnement et le ravitaillement des engins sur pneus, reliée à un séparateur d'hydrocarbures entretenu en dernier lieu en novembre 2025. Le bordereau de suivi des déchets pour cette évacuation a également été présenté.
- le stockage du carburant et des autres produits chimiques dans des locaux fermés et sur des dispositifs de rétention adaptés,
- la présence de kits absorbants dans ce même local.

Concernant le ravitaillement de l'installation mobile de traitement des matériaux et des engins sur chenille, lors de la visite d'inspection l'exploitant n'a pas pu présenter de procédure adéquate précisant le mode opératoire pour cette opération et notamment l'obligation de positionner la bâche étanche sous le réservoir à remplir avant intervention. Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a transmis une procédure actualisée mentionnant cette obligation ainsi qu'un compte rendu d'une causerie environnement réalisée le 16 avril pour sensibiliser les opérateurs à cette procédure actualisée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifiera du volume effectif de rétention disponible dans le bassin situé à l'entrée de la carrière.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Eaux superficielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2017, article 3.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux

Prescription contrôlée :

Les eaux rejetées dans le ruisseau La Valliguière depuis le bassin de décantation doivent respecter les prescriptions définies dans l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières, concernant le pH, la température, les matières en suspension totales {MEST), la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures totaux. Les valeurs limites à respecter sont présentées dans le tableau suivant :

- pH : entre 5.5 et 8.5
- T° : < 30°C
- MEST < 35 mg/l
- DCO < 125 mg/l

<p>- Hydrocarbures : < 10 mg/l</p> <p>Le contrôle de la qualité des eaux avant rejet dans le ruisseau La Valliguière est réalisé une fois par an suivant les paramètres mentionnés dans le tableau ci-dessus à l'occasion d'un évènement pluvieux à l'origine du rejet.</p> <p>La qualité des eaux en sortie du séparateur à hydrocarbures situé au Nord du site (aire étanche de la base de vie) est contrôlée à la même fréquence et suivant les mêmes paramètres.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle de la qualité des eaux en sortie du séparateur d'hydrocarbures et dans le bassin de rétention des eaux pluviales au bas du site, réalisé par le bureau d'étude Ares Contrôle le 7 avril 2026 suite à des prélèvements de mars 2026. Les résultats sur les différents paramètres (pH, HCT, DCO et MEC) sont conformes aux valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2017, article 3.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La qualité des eaux souterraines au niveau des piézomètres FD1 et FD2 figurant sur le plan joint en annexe I est contrôlée suivant les paramètres mentionnés à l'article 3.4.1 avec une fréquence annuelle. Un contrôle quantitatif est aussi effectué au niveau de ces deux piézomètres avec une fréquence mensuelle.</p> <p>Les résultats des mesures prévues aux articles 3.4.1 et 3.4.2 sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les relevés mensuels des niveaux d'eau dans les deux ouvrages, réalisés par le chef de carrière ainsi que le dernier rapport de contrôle de la qualité des eaux souterraines au niveau des deux ouvrages réalisé par le bureau d'étude ARES Contrôle.</p> <p>Le rapport de contrôle fait apparaître des résultats conformes aux valeurs fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Concernant le relevé des niveaux d'eau dans les ouvrages, l'inspection constate que les niveaux d'eaux relevés indiquent que le sens de circulation des eaux souterraines fluctue.</p> <p>Cependant, la société Ares Contrôle ne réalise pas de relevé des niveaux d'eaux lors des prélèvements d'eaux souterraines destinés à contrôler la qualité de ces dernières. Ce relevé est nécessaire afin de pouvoir interpréter les résultats obtenus, notamment en cas de dépassement de valeurs seuils.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est invité à faire relever les niveaux d'eau lors de l'intervention de l'entreprise sous-traitante afin de pouvoir interpréter les résultats d'analyse obtenus sur la qualité des eaux souterraines.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Phasage de réhabilitation du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2017, article 7.4
Thème(s) : Situation administrative, Remise en état
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le développement dans le temps des travaux de réhabilitation est fixé selon le schéma d'exploitation et de remise en état prévu dans le dossier de demande d'autorisation joint en annexes V à X et en annexe XVII.</p> <p>Le montant des garanties permet d'assurer la remise en état de la carrière en fin d'exploitation (annexes XI à XVI).</p> <p>Les opérations de remise en état prévue à l'échéance sont terminées au plus tard six mois avant l'échéance cette phase considérée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du site, il a pu être constaté que le réaménagement de la verse à stériles est en cours avec un remodelage des pentes. La végétalisation de cette verse n'a pas débuté et devrait être initiée d'ici la fin de l'année.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Emissions et envols de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2017, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Notamment, les dispositions suivantes sont prévues pour limiter les envols de poussières, conformément aux normes et réglementations en vigueur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - arrosage des pistes, des zones de traitement et des stocks temporaires par temps sec et venté - aire de lavage, route d'accès enrobée depuis la D6086 et nettoyage régulier de cet accès par balayage. - [...]
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite de site (temps sec et venté), il a été constaté des envols marqués de poussières au niveau de la zone de bureau/atelier et de l'accès à la zone d'extraction actuelle.</p> <p>En réponse, l'exploitant indique que l'automate destiné à déclencher l'arrosage de cette zone à intervalle régulier lorsque celui-ci est activé est défaillant. Une mise en route manuelle est nécessaire et n'a pas été réalisée pendant la visite d'inspection pour cause d'indisponibilité du chef de carrière (accompagnant l'inspection).</p> <p>L'inspection note par ailleurs que les résultats du contrôle des retombées de poussières autour du site pour 2025 sont conformes aux valeurs seuils et qu'il n'est pas relevé de dépôt particulier de</p>

poussières aux alentours du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est invité à remettre en fonctionnement le programmeur d'arrosage de la zone basse d'extraction dans un délai de 2 mois. Dans l'attente, le système d'arrosage doit être déclenché manuellement autant que nécessaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois